



Le 5 février soyons nombreux-ses dans la rue !

Depuis plusieurs mois la mobilisation des gilets jaunes a pris de l'ampleur et a réussi à créer un climat mobilisateur dans le pays obligeant le gouvernement à concéder un premier recul. Face à ce climat, le gouvernement a cherché à opposer la mise en place d'un « Grand Débat » supposé permettre à l'ensemble de la population de s'exprimer. En pratique, le gouvernement fait le choix de refuser de remettre en cause sa politique et n'écoute pas les jeunes. Aucune mention des jeunes dans le grand débat, ni même dans sa « lettre au Français ». D'autant que non mécontent de ne pas entendre nos revendications, le gouvernement fait le choix d'utiliser la force pour faire taire la contestation obligeant le défenseur des droits à intervenir pour demander la suspension des LBD (lanceur de balle de défense).

Si les jeunes ne sont pas entendus, les problématiques auxquels ils·elles sont confronté·e·s sont bien nombreuses. En effet, si les revendications des jeunes sont oublié·e·s du débat national, les jeunes se mobilisent depuis plusieurs mois pour ce faire entendre.

- Dans l'éducation nationale, la réforme du lycée renforce plus que jamais les inégalités scolaires sur le territoire. En fonction de son lieu de vie nous n'aurons plus accès à la même éducation, aux mêmes enseignements. Cette procédure est d'autant plus vicieuse qu'elle s'accompagne d'une sélection qui ne dit pas son nom avec la procédure parcoursup qui a laissé des milliers de jeunes sur le carreau l'année précédente.

- Dans le même temps dans les universités le gouvernement a annoncé multiplier par 15 les frais d'inscriptions des étudiant·e·s étranger·e·s hors UE. Cette sélection sur l'argent des étudiant·e·s étranger·e·s, fait reposer le désengagement de l'état sur les dos des étudiant·e·s et revient à interdire l'accès à l'éducation aux plus précaires. Ce tri discriminatoire crée un mur financier à l'entrée de l'enseignement supérieur. Permettre à l'ensemble des jeunes d'étudier dans la filière de leur choix c'est au contraire permettre à l'ensemble de la société de s'émanciper. Enfin la précarité des jeunes ne cesse de progresser nous freinant ainsi dans la réussite de nos études.

- En plus des problématiques touchant l'éducation, les jeunes sont également les premiers confronté·e·s à une précarité sociale qui ne cesse de croître. Le sous-financement des services publics rendant d'autant plus difficile l'accès des jeunes aux besoins fondamentaux tels que la Santé sur l'ensemble du territoire. Dans le même temps, la réforme de l'assurance chômage proposée par le gouvernement annonce un contrôle renforcé des chômeur·e·s. Les jeunes privés d'emploi seraient contraint·e·s d'accepter un emploi même moins bien rémunéré. Alors que l'insertion professionnelle des jeunes est un parcours du combattant, le gouvernement par cette réforme aggraverait en profondeur cette situation. Enfin, au lieu de se concentrer sur les réelles problématiques rencontrées par les jeunes, le gouvernement préfère nous imposer un service national universel autoritariste.

Après des mois de mobilisation les gilets jaunes ont obtenu un premier recul du gouvernement preuve que la mobilisation fonctionne. En ce sens l'appel à la grève le 5 février lancé par les syndicats professionnels et rejoint par de nombreuses initiatives traduit ce besoin de rompre avec cette politique.

Face aux nombreux reculs qui s'annoncent, la mobilisation des jeunes est plus que jamais nécessaire. Dans ce contexte mobilisateur, nous appelons l'ensemble des jeunes à se mobiliser le 5 février en se réunissant au sein de cortèges jeunes unifiés partout sur le territoire.